



**HAL**  
open science

## Synthèse du Colloque sur la rhétorique démocratique en temps de crise

Ugo Bellagamba

► **To cite this version:**

Ugo Bellagamba. Synthèse du Colloque sur la rhétorique démocratique en temps de crise. Rhétorique démocratique en temps de crise, Jan 2011, Nice, France. hal-03447592

**HAL Id: hal-03447592**

**<https://hal.science/hal-03447592>**

Submitted on 24 Nov 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Synthèse du Colloque sur La rhétorique démocratique en temps de crise

Ugo Bellagamba

Maître de conférences en histoire du droit, Université de Nice-Sophia Antipolis (UNS)-ERMES  
ugo.bellagamba@unice.fr

Cette modeste synthèse n'empruntera pas sa forme à la rhétorique judiciaire, car personne n'est accusé. Il ne s'agira pas non plus d'un discours délibératif, qui ne saurait être ainsi figé sur le papier. Enfin, il ne saurait s'agir d'un texte épideictique, car toutes les contributions présentées durant ces journées, et tous les débats qui les ont polies, n'ont nul besoin d'amplification. Ajoutons, toutefois, que les lignes qui suivent épousent l'ordre initial du prononcé des communications et non celui, révisé, du sommaire des actes qui en découlent. Elles ambitionnent, en effet, de rendre compte, non seulement de « l'esprit » du Colloque, mais également de leur « cœur », de cette palpitation du vécu, qui permettra au lecteur, au-delà de l'exposé des idées, de revivre les réactions qu'il a suscitées, au moment précis où elles l'ont été. Qu'elles vous soient donc comme une escapade péripatéticienne dans les sous-bois des Journées sur la Rhétorique, là où poussent les fleurs sauvages de la spontanéité.

### Le jeudi 20 janvier

Sous la présidence du professeur Ran Halévi, une première table-ronde a été consacrée à **la rhétorique des crises politiques**, et Félix Blanc a positionné parfaitement les Journées dans leur ambition, en présentant une communication sur la notion de « *péril imminent menaçant une communauté politique* ». Pour Félix Blanc, la rhétorique démocratique n'est jamais aussi aiguë qu'en temps de crise. Avec l'appui d'un bel aréopage, de Thomas Paine à Barack Obama, en passant par Hannah Arendt et Claude Lefort, Félix Blanc a identifié et confronté deux sens principaux du mot « crise » : d'abord celui d'une « *révolution* », dans l'acception hippocratique du mot, c'est-à-dire une recherche de retour à l'équilibre antérieur ; ensuite, celui d'une « *situation sans précédent* », d'une rupture, qui correspond mieux à notre modernité, ouvrant un abîme inquiétant et un espace de liberté, entre la science et l'expérience quotidienne du monde, notamment politique. Citant Hannah Arendt, reprise par Claude Lefort, Félix Blanc explore ce « *péril imminent* » qui suspend indéfiniment l'installation des institutions démocratiques, à travers la théorie des deux gouvernements de Robespierre. C'est la « *perte du sens commun* », diagnostiquée par Husserl dans *La crise de la conscience européenne* (1935-1936). La crise serait alors la dernière incertitude de la démocratie, et il n'est pas étonnant de la retrouver dans les rhétoriques les plus récentes sur les crises, politiques ou économiques, telle que celle qui porte le discours d'investiture de Barack Obama, le 20 janvier 2009. « *These are the times that try men's souls* », écrivait l'auteur du *Common Sense*, repris par Barack Obama. La rhétorique démocratique met finalement l'accent moins sur la crise elle-même que sur le « *moment décisif* », qui fonde l'action politique et met à l'épreuve la société démocratique.

Après Félix Blanc, c'est Thibaut Sallenave qui interroge la liberté de pensée à l'aune de l'esclavage de la parole, en s'appuyant sur un texte de Ralph Waldo Emerson sur la loi sur les esclaves fugitifs, étudié et commenté par Stanley Cavell. Rappelons que, dans son discours de 1854, Emerson s'opposait à Daniel Webster, originaire du Nord, élu du Massachusetts, et pourtant rallié à la cause du Sud, dont le discours, quatre ans plus tôt, avait entraîné le vote surprise de cette loi qui disposait de l'arrestation dans les états du Nord des esclaves en fuite venus du Sud. Thibaut Sallenave a développé l'idée d'un « *implicite constitutif du discours philosophique chez Emerson* » et réintroduit une dimension rhétorique que Cavell lui-même

avait sous-estimée. Il met au jour la « *position cachée* » du philosophe de Concord sur la question de l'esclavage, à partir de l'identification de trois éléments rhétoriques distincts chez Emerson : l'exorde, l'*ethos*, et une réflexion sur la délibération elle-même empruntée à Aristote, tous traités de manière perfectionniste. Ainsi en va-t-il du parallèle emersonien entre l'abattoir et l'esclavage des nègres : « *il faut fouiller le fin fond du langage, piller les secrets des abattoirs et des trous infâmes qui ne sauraient soutenir la lumière du jour pour dire ce qu'a été l'esclavage des Nègres* ». L'auteur y dénonce cette « *affreuse complicité du compromis ordinaire* ». Au fond, ce texte particulier est hanté par tout l'implicite de la société américaine et l'auteur y fait œuvre de philosophe.

Alice Krieg-Planque mène ensuite une analyse pluridisciplinaire des « *lieux discursifs contemporains* », se concentrant sur les phénomènes de « *reprise* » dans la parole pamphlétaire, à partir d'une étude critique du *Petit glossaire de la guerre civile yougoslave*. Alice Krieg-Planque analyse la parole pamphlétaire telle qu'elle s'exerce en contexte conflictuel (ici envisagé au double sens d'une guerre armée et d'un conflit de valeurs). Elle se penche d'abord sur l'éditeur. *L'Âge d'Homme* entend promouvoir dans ses publications une certaine version de la guerre yougoslave : engagée dans une rhétorique de combat, la maison d'édition ouvre un véritable « *territoire de la conflictualité discursive* », dont le *Petit Glossaire* est sans doute le pont stratégique. Quarante-sept entrées alphabétiques y dessinent une approche militante qui vise à « *dire la vérité, rétablir la justice* », à dénoncer un monde « *carnavalesque* ». Pourtant, analyse Alice Krieg-Planque, la rhétorique du *Petit Glossaire* est également celle d'un dictionnaire, qui vise la description objective, dans une sorte d'ambition schizophrénique. Au fond, ce qui ressort, à la faveur d'une question posée par Ninon Grangé, c'est la dimension ironique du *Petit Glossaire*, et, par extension, de toute parole pamphlétaire. Ce « *jugement d'euphémisation* », est assez bien illustré par l'entrée « *communauté internationale* » qui dénonce le caractère trompeur du lexique dominant. Mais René Frégosi, intervenant à la fin de la communication d'Alice Krieg-Planque, y voit aussi l'œuvre d'une rhétorique plus perverse, visant à faire du bourreau la victime.

Le président Ran Halévi, à l'issue des trois communications, revient sur l'épineuse question de la part respective du crédit accordé à celui qui s'exprime (l'*ethos*) et à des événements de crise à partir desquels se déploie la rhétorique démocratique, dont l'efficacité est fonction de la rencontre entre les circonstances et la personnalité de l'orateur. Une convergence lui semble se dessiner autour de la rhétorique de combat en temps de crise qui étend, semble-t-il, le domaine de la lutte militaire à l'aire discursive.

Lors de la deuxième table-ronde sur ***la rhétorique au service de la politique démocratique ?*** présidée par Pierre Manent, Daniel Burns présente une communication sur les fondements rhétoriques de la démocratie chrétienne chez Saint-Augustin. *Le Libre Arbitre* lui apparaît comme un écho à la crise morale, intellectuelle et politique qui secoue l'empire romain au cinquième siècle. Le dialogue entre Augustin et Evodius, au sujet de l'articulation entre la justice divine et les lois temporelles poserait, selon l'approche audacieuse de Daniel Burns, les fondements de la démocratie chrétienne. En effet, pour qu'Evodius soit un citoyen au sens plein du terme, il doit être capable de participer à la vie publique, même s'il la juge injuste, au nom de sa conscience chrétienne. Il doit mener, en somme, une vie temporelle régie par des lois temporelles, mais qui, en dernière instance, sera jugée par la loi éternelle, immuable, de Dieu. La rhétorique de Saint-Augustin, selon Daniel Burns, pose les fondements de la démocratie. Evodius, parce qu'il est « *plus capable de morale politique qu'auparavant* », peut laisser la loi civile punir les citoyens ignorants. Dans le livre suivant du *Libre Arbitre*, Evodius fera d'ailleurs l'éloge de celui qui se consacre au service de la chose publique. L'étonnante conclusion, selon Daniel Burns, c'est qu'Augustin, amène Evodius à se résigner librement aux imperfections de la loi temporelle plutôt qu'à les condamner. L'obéissance à la loi est donc ici le fruit du libre-arbitre, ce qui est le fondement chrétien du

régime démocratique. Pierre Manent, toutefois, n'est pas convaincu : selon lui, Saint-Augustin tourne certes Evodius vers la participation, mais sans l'avoir éduqué. Evodius prend goût à la vie citoyenne, car il pense pouvoir, par la loi, punir les citoyens non éclairés. Au fond, il aggrave son ignorance. La rhétorique de Saint-Augustin est subtile, mais n'incite pas à une participation publique de nature réellement démocratique. Renée Frégosi, quant à elle, fait la distinction nette avec l'augustinisme politique : c'est précisément parce que la Cité de Dieu est séparée de la cité terrestre, que le citoyen chrétien peut accepter l'application de la loi. Toutefois, l'obéissance à la loi n'est que l'un des fondements du régime démocratique.

A la suite de Daniel Burns, c'est Timothy Burns qui intervient au sujet de *La guerre du Péloponnèse* de Thucydide et de l'interprétation qu'en fait Hobbes, et revient sur la rhétorique de combat. Le discours démonstratif y est réinterrogé, dans le face à face rhétorique entre la vérité et le patriotisme, à la lumière du contexte dans lequel elle s'exprime. Ainsi, Hobbes décrypte la rhétorique de Thucydide, qui bien qu'il affirme que la cause de la guerre a été l'envie et la crainte de la part des Lacédémoniens, en cache pourtant dans une digression, la véritable cause : c'est la grandeur croissante d'Athènes qui contraint les Athéniens à faire la guerre. Thucydide ne présente pas, toutefois, les premières causes comme fausses. Elles sont des « prétextes » (*prophasis*). Il semble bien, note Timothy Burns, que Thomas Hobbes projette sur l'œuvre de Thucydide, en la traduisant, ses propres préoccupations liées à la crainte d'une censure royale (dans sa troisième préface), et ses propres représentations politiques (peur, vanité). Timothy Burns convoque aussi l'*Examen de Thucydide* de Denys d'Hallicarnasse. Ce dernier juge Hérodote supérieur à son sujet, pour la noblesse de son propos, alors que Thucydide lui-même jugeait son *Enquête* entachée d'inexactitudes. Au final, Timothy Burns propose, en guise de rhétorique idoine, informative, pour notre temps de crise, d'en revenir à Thucydide lui-même : « *if we are to find our way to the truth and to a healthier political life (...) we could do much worse than returning with fresh eyes to Thucydide* ». A travers sa communication, c'est toute la pertinence de l'étude réitérée des sources antiques et de rhétorique grecque, qui sont loin d'avoir livré toute leur substantifique moelle.

La communication de Daniel Mansuy Huerta clôt cette première journée. Son analyse s'appuie sur l'œuvre de Machiavel et établit un parallèle entre les humeurs du corps et la rhétorique en temps de crise, dans le *Prince* et les *Discours sur la première décade de Tite-Live*. Le penseur florentin, rompant avec la philosophie politique classique, suppose que l'art du politique consiste à savoir apporter la meilleure réponse aux humeurs du peuple, compte tenu des circonstances. L'usage même du terme « *umori* » atteste d'un enracinement du discours rhétorique dans le biologique (toutefois différent de la *biopolitique* de Michel Foucault). Machiavel prend à contre-pied l'opinion courante sur la grandeur de Rome. Dans ses *Discours sur la première décade de Tite-Live*, il montre que, Rome n'edoit pas sa grandeur à la fortune et à la vertu militaire, mais au fait d'avoir su utiliser les discordes civiles. Il requalifie les tumultes sociaux en « humeurs » consubstantielles à la politique. Dès lors, sa rhétorique confronte le désir d'acquérir du peuple et l'appétit de puissance des Grands, inextricablement liés : le comportement des grands fait naître dans le peuple une soif de vengeance qui le pousse à dépouiller les nobles pour accéder aux mêmes honneurs et aux mêmes richesses qu'eux. La distinction des deux appétits n'est que situationnelle. Daniel Mansuy Huerta prend de la distance avec l'analyse de Claude Lefort : si, en effet, Machiavel semble prendre le parti du peuple, ce n'est que pour mieux convaincre son lecteur, que la politique ne saurait pas se débarrasser du conflit, donc des divisions sociales. Au fond, la rhétorique qui se trouve au centre de la pensée politique de Machiavel n'est pas démocratique.

A l'issue de cette première journée, deux lignes directrices semblent s'élever, confortées par les interventions de la salle : celle qui rattache la rhétorique démocratique à l'imaginaire biologique (le retour à l'état antérieur à la maladie, la mécanique des humeurs), celle qui la ramène à ses racines antiques (la délibération aristotélicienne chez Emerson, la relecture

hobbesienne de Thucydide). Enfin, il apparaît que la rhétorique démocratique en temps de crise reprend le vocabulaire militaire, envisageant le discours comme une zone de guerre, comme cela été montré par Felix Blanc ou Alice Krieg-Planque.

## Le vendredi 21 janvier

Dans la table-ronde *La rhétorique vue par la philosophie antique*, placée sous la présidence de Crystal Paris, l'organisatrice de notre Colloque, la communication d'Arthur Shuster sur la *Rhétorique* d'Aristote, en anglais, s'est consacrée sur l'autonomie du discours. Arthur Shuster a d'abord rappelé que la notion de représentation dans les rhétoriques des temps modernes, en particulier dans celle des Lumières, a changé la perception même de la démocratie : l'affirmation de la souveraineté du peuple donnait, à l'époque antique, des régimes de démocratie directe. Souvent, la pratique moderne de la délibération est louée pour avoir permis un échange ouvert entre des points de vue opposés, favorisant un consensus acceptable pour tous sur les questions morales et politiques essentielles pour la communauté. Mais elle peut être critiquée, montre Arthur Shuster, au regard de la rhétorique démocratique des Anciens, et en particulier de celle d'Aristote. Le problème réside notamment dans le présupposé moderne selon lequel toute personne raisonnable devrait accepter ce qui peut être justifié par le débat public, en utilisant son seul jugement. Cette conception du discours tend à considérer que tout ce qui est compatible avec la démocratie délibérative est raisonnable, et vice-versa. Or, dans la rhétorique d'Aristote, ce qui est juste n'est pas nécessairement raisonnable. Ainsi, à trop vouloir considérer rationnellement les institutions démocratiques, on ampute la délibération démocratique de son essence. Pour Aristote, le discours public réconcilie la raison avec la passion, l'intérêt général avec les intérêts particuliers. L'enseignement de la rhétorique aristotélicienne serait de nature, sinon à garantir l'ouverture du débat public moderne, du moins à en restaurer la dignité, c'est-à-dire le sens de la persuasion morale, ce qui revient à rejeter la vision d'Habermas et de Rawls comme trop restrictives. Aristote envisage ainsi la rhétorique, non comme l'art de la démonstration savante, mais comme celui de la persuasion populaire. Elle doit partir de ce que le public considère comme probable ou vraisemblable, et procéder par « *enthymèmes* », en éludant éventuellement la prémisse du discours. Elle n'est donc pas scientifique. L'ironie, note l'orateur, est puissante. Aristote reconnaît ici, bien mieux que nos orateurs politiques contemporains, qu'une partie non négligeable du discours démocratique ne relève pas de la rationalité et subit l'influence des passions, bien plus qu'on ne veut l'admettre. Et, malgré cela, Aristote est favorable à la rhétorique politique, qui tend toujours, selon lui, à privilégier le juste, même en n'empruntant pas le chemin de la raison.

A la suite d'Arthur Shuster, c'est Crystal Cordell Paris qui prend la parole pour évoquer les usages démocratiques d'un certain type de discours rhétorique, celui « *épidictique* », qui, rappelons-le, a pour but de faire l'éloge d'une personne ou d'une morale, et qui est particulièrement bien représenté par l'éloge funèbre. Crystal Cordell Paris embrasse un vaste corpus, de Périclès à Lincoln, tout en s'éloignant de l'analyse classique (Nicole Loraux) qui, à l'appui de *La Rhétorique* d'Aristote, écarte le discours épidictique du champ social, considérant qu'il s'adresse aux individus plutôt qu'au citoyen, et qui lui manque la prédominance de l'action (*praxis*). Pourtant, en période de crise, ce discours épidictique se retrouve, selon Crystal Cordell Paris, au cœur de la rhétorique démocratique : faisant l'éloge des vertueux et blâmant les vils, il constitue un instrument de mise au jour des arguments relatifs aux affaires de la cité. Les louanges épidictiques peuvent ainsi préparer la victoire d'une certaine conception du bien commun, voire de la cité. Ainsi l'oraison funèbre qui fut prononcée par le stratège athénien Périclès : la vertu, la grandeur, l'honneur et l'utilité sociale y sont énoncées comme les fondements d'une éthique politique. Les Athéniens y sont loués pour avoir pris les risques les plus nobles au nom de la préservation de la cité. L'oraison

convoque l'engagement politique, par l'intermédiaire de l'honneur. Crystal Cordell Paris justifie son analyse par des arguments techniques : lorsque Périclès oppose l'ouverture d'Athènes à la xénélasie spartiate, il utilise « *des arguments d'amplification* » qui, tout en restant caractéristiques de l'éloge épideictique, portent politiquement leurs fruits : justifier la démocratie athénienne, à l'heure où son système institutionnel est devenu « *l'école de la Grèce* ». En écho à Arthur Shuster, Crystal Cordell Paris revient sur la différence entre la persuasion rhétorique et la démonstration scientifique, et elle rend aux émotions leur place dans le discours politique. C'est l'évocation du discours inaugural de Lincoln, prononcé le 4 mars 1861, qui apporte la confirmation de son analyse : à la différence de Périclès, Lincoln s'exprime alors que la guerre n'a pas encore commencé. Il tente d'éviter ce que Périclès, lui, ne peut qu'encourager les Athéniens à affronter. Cependant, de façon significative, les deux orateurs se rejoignent. En dépit de leur dimension épideictique assumée, les deux discours tendent à faire des auditeurs, des acteurs, selon une rhétorique délibérative, donc éminemment politique : « *in your hands, my dissatisfied fellow-countrymen, and not in mine, is the momentous issue of civil war* ».

La table-ronde suivante de la matinée, présidée par Marc Ortolani, porte sur **la rhétorique au sein de l'espace délibératif**. C'est la rhétorique philosophique de Madame de Staël, de Constant et de Fichte, dans le contexte de la fin de la révolution française et des guerres napoléoniennes, qui est d'abord convoquée par Ayse Yuva. Ces trois penseurs ont pour point commun et spécificité de n'avoir pas voulu séparer la rhétorique de la philosophie, tout en l'utilisant à l'appui de leur démarche politique. Tous marient, en particulier Madame de Staël, l'éloquence à la morale. Ayse Yuva dégage alors la mission du philosophe qui se mêle de politique : communiquer, sous une forme claire, et avec style, des idées dont le public est susceptible de reconnaître la vérité. Les trois auteurs qu'elle étudie dessinent, au fond, deux modèles de rhétorique philosophique : celui où la rhétorique est un discours tenu par les gouvernants (et lettrés) dans une perspective dirigiste ; celui, à l'opposé d'une rhétorique qui, bien qu'adressée à un public cultivé et restreint, tend à façonner une identité commune. Le premier modèle est particulièrement bien incarné par De Staël et Constant : c'est celui d'une rhétorique formatrice des esprits, qui imbrique le discours sur la société et l'opinion que la société a d'elle-même, et qui s'accompagne de la revendication d'écrivains-philosophes réclamant pour eux-mêmes le triomphe d'une liberté d'expression illimitée. Le second est représenté dans les *Discours à la Nation Allemande* de Fichte, qui visent à fonder un « *Nous* » par le discours, qui, à défaut de pouvoir être celui du peuple, sera celui de la Nation dont on attend « *le réveil* », de l'autre côté de la crise politique, militaire. Ayse Yuva prolonge son analyse en montrant que De Staël et Constant font l'éloge d'une gouvernance pondérée, sinon guidée, par la culture : la clarté de l'éloquence classique est opposée, chez Germaine De Staël, à la « *vulgarité* » et la dépravation des mœurs de l'autorité nouvelle, qui, ayant versé dans la Terreur, a perdu le respect qui lui était dû ; chez Benjamin Constant le rôle de l'écrivain est d'accompagner la « *résignation générale* » au mouvement historique, tout en discriminant, par son style, « *ce qui doit être repoussé avec force, souffert avec patience, amélioré avec zèle* ». Les convenances du langage, au fond, sont la mesure de la modération de la gouvernance. En regard de cette approche « littéraire » du pouvoir, la pensée de Fichte apparaît très différente : dans *la revendication de la liberté de pensée*, il met en garde ses contemporains contre la superficialité, et, dans les *Considérations destinées à rectifier le jugement du public sur la Révolution française*, il opère un glissement, au départ non identitaire, vers ce « nous » communautaire qui ouvre le chemin vers sa réflexion sur la langue maternelle qui, dans les *Discours à la nation allemande*, deviendra un élément prépondérant de la communication de la philosophie.

Giulia Oskian interroge ensuite les liens entre la rhétorique de légitimation et la définition de l'opinion publique. Elle interroge la dualité entre le « *public-auteur de l'opinion* » et le

« *public-destinataire de l'opinion* ». A travers l'exemple de *La Démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville, elle justifie cette distinction. L'existence du public-destinataire ne pose guère de problème, alors qu'il faut voir réunies des conditions d'ordre sociologique pour que le public puisse se constituer en « *auteur* » de l'opinion : l'existence d'une sphère publique vivace, l'organisation d'espaces de discussion collective, la présence active d'associations civiques et politiques, bref, tout ce qui est montré par l'expérience américaine de la démocratie étudiée par Tocqueville (*newsletters* et *meeting-houses*). C'est seulement dans une société ainsi articulée, qu'une opinion publique peut se former et, en retour, jouer le rôle de critique et de juge des propositions politiques ; ce que Giulia Oskian appelle « *l'autorité du miroir* ». Elle prolonge ensuite cette distinction, opposant l'opinion publique « *horizontale* », qui se diffuse dans le corps social, et l'opinion publique « *verticale* », qui est « *promue par la rhétorique du pouvoir* ». La rhétorique de l'opinion horizontale est celle du public-auteur qui contribue à la démocratie, mais qui suppose, pour exister, une pluralité essentielle. La rhétorique verticale, elle, plutôt unitaire, s'exprime par les médias ou les agences de sondages. Si la première disparaît, la seconde devient le seul moyen d'accès des individus à l'opinion collective. Dès lors, l'opinion publique construite par le public lui-même (horizontale) est remplacée par une opinion commune diffusée mais non discutée, voire sacralisée (verticale). Il s'agirait, dès lors, selon Giulia Oskian d'une « *pathologie propre aux démocraties* » dont la société égalitaire est souvent déstructurée, ce qui constitue le terreau du totalitarisme tel que le définissait Hannah Arendt.

La dernière communication de la matinée est celle de Robert Bautier et Elizabeth Cazenave, qui analysent et évaluent les dangers de la rhétorique démocratique en France au XIX<sup>ème</sup> siècle. La nécessité, consécutive à la Révolution française, de reconstruire un ordre social a suscité au pays de Voltaire une réflexion philosophique et politique sur la place de la presse, et plus largement de la communication. Comment maîtriser, à la fois conceptuellement et pratiquement, l'expansion de la communication engendrée par la mise en place d'un véritable « *espace public* », telle a été la grande question du monde politique sous la Restauration, la monarchie de Juillet, le Second Empire et la Troisième République. Par l'imprimerie, la presse contribue à « *la rhétorique de l'espace public* », jusqu'à entrer, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle dans une phase d'apaisement du débat démocratique, qui est entièrement relayée par les journaux. Nombreuses sont, d'ailleurs, les publications convoquées dans cette analyse : *Le Bon sens*, *L'atelier*, *L'Artisan*, *Le Peuple*, *La Démocratie Pacifique*, *Le Petit Journal*, *La rue*, etc. Le « *marketing* » (titre de la publication, mode de diffusion, techniques de rédaction, dessins et illustrations) devait alors entrer en scène. Cela rejaillit, selon les auteurs de la communication, sur la détermination des formes du discours politique, lorsqu'il touche les classes populaires : on assiste, dans la rhétorique politique elle-même, à une progression de la narration et de la vulgarisation, au détriment de l'argumentation pure. Les républicains vont cependant conserver une préférence marquée pour l'école, comme étant le creuset de la rhétorique démocratique, en dépit du phénoménal succès de *La République française*, puis de la *Petite république française*, archétype d'une presse à bon marché qui « *porte jusqu'au fond des campagnes* » l'exposition claire des vérités politiques de la république. Au final, les auteurs relèvent toute l'ambiguïté de cette évolution : la presse marginalise le débat politique proprement dit, mais vulgarise les principaux aspects de la vie politique. Le débat sur son rôle dans la rhétorique politique n'est pas clos.

Cette deuxième matinée, à partir, une nouvelle fois, du retour aux sources antiques, a montré quelque chose d'assez inattendu : lorsque les arguments du discours démocratique en temps de crise ne sont pas fondés exclusivement sur des intérêts partagés, ils ne sauraient porter loin et longtemps, quand bien même seraient-ils invoqués sous le haut patronage des plus nobles idéaux. L'amour de la rationalité nous a peut-être amputés de notre capacité fondamentale à la délibération pure, que visait Aristote, et la victoire de la représentation,

érigée en symbole de liberté politique, donc moderne, pourrait bien être celle d'un Janus. Crystal Cordell Paris et Arthur Shuster ont remis à leur place les émotions comme un rouage fondamental du mécanisme rhétorique de la persuasion, et ont éloigné le discours rhétorique de la démarche scientifique. Convaincre n'est pas nécessairement construire, et apparaît ici, peut-être, la cause principale des désillusions populaires face à la pratique politique des dirigeants élus. C'est aussi l'extension continue du domaine de la rhétorique démocratique qui, du discours savant, passe à l'opinion publique. Le processus à l'œuvre durant le *long* XIX<sup>ème</sup> siècle est celui d'une vulgarisation, qui, par la presse et le roman-feuilleton, assure la compréhension de la vie politique par le « grand public », plus dans la forme, toutefois, que sur le fond. Reste que la pluralité des sources de la rhétorique horizontale ne saura peut-être pas compenser la tendance démocratique à l'uniformisation impulsée par la rhétorique de l'Etat.

L'unique table-ronde de l'après-midi, présidée par Gil Delannoi, entraîne les participants du Colloque vers une analyse comparative des discours rhétoriques contemporains, en temps de crise, et une question d'une brûlante actualité : ***la rhétorique, instrument de légitimation ?*** La première communication est présentée par Renée Frégosi, qui choisit d'évoquer la valse-hésitation de la rhétorique populiste d'aujourd'hui, entre spontanéisme et néo-bolchevisme. Le populisme serait devenu, selon Renée Frégosi, *la* forme par excellence de la modernité politique. Elle le distingue toutefois du fascisme, puisqu'au contraire de ce dernier, il compose avec la démocratie. Sur le plan rhétorique, le populisme serait l'ombre portée, ou mieux, la réverbération, de la rhétorique démocratique, adaptée à une société atomisée, composée d'individus épars. Le populisme est « *démocratomorphe* », nous dit-elle. Dans un second temps, Renée Frégosi nous montre comment, en Amérique Latine, il exalte l'aspiration à une démocratie accomplie par un changement perçu comme radical, brutal, violent, par opposition aux attermoissements de la pensée unique, symptôme d'un humanisme appauvri. Au vrai, le discours et l'action constituent deux faces indissociables de la rhétorique populiste. Il faut un ennemi susceptible de coaliser une collection disparate d'individus isolés et se sentant tels ; cet ennemi abstrait ce sont les élites intellectuelles. Le même mécanisme est à l'œuvre en Europe, après l'application du modèle de l'État Providence pendant les *Trente Glorieuses*, les contraintes de la mondialisation ont accredité cette impression populaire qu'il n'existe plus de véritable choix politique, que les élections dominées par les grands partis sont toutes des faux-semblants, ouvrant la voie à une nouvelle montée du discours populiste. Renée Frégosi identifie des « *populythèmes* » constitutifs de la plupart des populismes d'Amérique Latine, dont l'un des plus puissants est la notion d'impunité. La nouvelle rhétorique populiste est « *rouge-brune* », mêlant néo-bolchevisme et méthodes fascistes. Elle se nourrit, voire se rassasie, de cet ennemi providentiel qu'est le nouvel ordre économique impérialiste. Ce champ d'action étendu offre au populisme, par l'intermédiaire du réseau mondial, une réserve pratiquement inépuisable de « *mobilisations latentes* », parfaitement susceptibles d'orchestrer des actions violentes ponctuelles, à la manière de commandos. Le président Gil Delannoi et Ran Halevi conviennent du poids immense de cette rhétorique populiste sur le public, parfois apathique, des démocraties occidentales, et leur question des moyens n'y met un frein ne trouve guère de réponse évidente.

La communication suivante est proposée par Morgan Donot, qui étudie la rhétorique démocratique légitimatrice du nouveau modèle de société argentin consécutif à l'élection de Carlos Menem, en 1989. Elle commence par l'étude des moyens discursifs employés par Menem afin de « *persuader le peuple argentin qu'une ère nouvelle a commencé* » depuis son élection. Il ne s'agit plus là d'une rhétorique en temps de crise, mais d'une rhétorique de l'après-crise, visant avant toute chose la légitimation du pouvoir en place. Carlos Menem emploie toutefois un discours classique : il propose de refonder l'Argentine afin de construire le pays « *que nous méritons* », de renouer avec le « *destin de grandeur* » de ce pays qu'il



considère comme le pair des Grandes nations du monde – autant expressions récurrentes dans l'ensemble du corpus étudié par Morgan Donot. Cette thématique de la grandeur fait évidemment écho à celle présente dans les discours épideictiques évoqués la veille par Crystal Cordell Paris. Elle se mêle aussi au « *pathos* », l'émotion convoquée dans les discours de Carlos Menem lorsqu'il évoque le passé dictatorial de son pays. Et l'atomisation de la société politique, caractérisée par Renée Frégosi, n'est pas loin : « *il y a trente-trois millions d'Argentine, trente-trois millions de protagonistes* », s'exclame Carlos Menem. Au final, Morgan Donot relève, avec lucidité, que l'imaginaire et les instruments de la rhétorique ménemiste s'ancrent dans l'histoire même des rhétoriques de son pays.

C'est à Maria Fernanda Gonzalez querevient l'honneur délicat de conclure notre Colloque, en traitant des fondements de la rhétorique démocratique en Colombie et au Venezuela. Les processus démocratiques dans ces deux pays d'Amérique Latine ont conduit à l'instauration de formes rhétoriques diverses, concentrées sur la thématique de l'égalité et de la sécurité, et utilisées comme instruments de légitimation du pouvoir en place. Cela s'explique par le contexte juridico-politique : la Colombie est marquée par la lutte civile contre les guérillas les plus anciennes du continent, et le Venezuela s'est engagé dans la mise en place délicate d'un nouveau contrat social. En 2002 et 2006, les citoyens colombiens ont mandaté Alvaro Uribe au suffrage universel pour reconquérir la liberté revendiquée par les marxistes. Au Venezuela, depuis 1999, les citoyens ont consolidé par le vote l'implantation d'un modèle égalitarisme prôné par Hugo Chávez. La rhétorique démocratique des discours de Chavez ou celle d'Uribe semblent évoluer de concert vers une démocratie « *participative* ». Maria Fernanda Gonzalez appuie son analyse sur l'utilisation de nouveaux logiciels statistiques qui lui permettent d'établir des redondances terminologiques, et d'asseoir la scientificité de son analyse. Elle propose notamment à la salle des graphiques, des « *analyses factorielles de correspondance* » qui interrogent l'imprégnation marxiste de la rhétorique de Chavez. Les mots relatifs à la pensée marxienne, note la conférencière, sont souvent des « *hapax* » (ils ne sont prononcés qu'une seule fois dans le discours). Le terme de « *nationalisation* », et toute sa famille lexicale, est rare. A partir de 2000, le président du Venezuela multiplie les références à la « *terre* » et aux « *paysans* », pour faire passer sa réforme agraire. En 2002, l'année du coup d'Etat manqué d'avril, Chavez utilise, en période de crise, un vocabulaire plus « *institutionnel* », quand son champ lexical est généralement pragmatique. En 2005, au moment des élections en Colombie, Alvaro Uribe revient, lui, sur les thèmes connexes du terrorisme et de la sécurité. Ces exemples semblent révélateurs, mais il faut rester prudent quant à la signification de l'emploi ou du non-emploi rhétorique des termes visés. La référence unique peut aussi être une mise en exergue, la répétition, elle, procéder d'une tentative de banalisation. Au final, la rhétorique des deux présidents d'Amérique Latine apparaît peu convergente, notamment en termes de politique extérieure.

Avec ces trois dernières communications, les rhétoriques démocratiques en temps de crise de l'Amérique Latine, moins convergentes qu'il n'y paraît de prime abord, semble constituer ce territoire discursif en laboratoire d'une quête, postmoderne, de scientificité de l'étude rhétorique. Alors même qu'Aristote montrait l'irréductible part d'émotionnel de l'art de la persuasion, c'est la statistique, la récurrence terminologique, le découpage du discours en unités sémantiques, voire en « *populythèmes* », qui semblent être les instruments privilégiés des chercheurs contemporains, soumettant les idéaux, la grandeur des destins fantasmés, à une dissection exploratoire, méthodique. Les résultats obtenus sont indiscutablement scientifiques, mesurés, communiqués, et tous réfutables. Mais que mettent-ils en avant ? Le sacre latin de l'irrationalité, en un étonnant paradoxe.

Au fond, il apparaît, au terme de ce passionnant colloque, que la rhétorique démocratique en temps de crise ne saurait être qu'un discours ; elle touche au corps, à l'émotion, donc à l'action ; elle révèle, par la confrontation de l'opinion publique et de la communication

étatique, de la rhétorique des élites et celle de la presse, de notre héritage antique et des méthodes d'analyse contemporaines, les limites physiologiques du débat démocratique : sa dissymétrie, donc sa fragilité.